

(Ebook free) File size: 29.Mb

# Du bon gouvernement des risques: Le droit et la question du risque acceptable

christine noiville



du bon gouvernement  
des risques



les voies du droit

*Par Christine Noiville*  
*ebooks / Download PDF / \*ePub / DOC / audiobook*

Dtails sur le produit Publi le: 2015-11-05  
Sorti le: 2015-11-05  
Format: Ebook  
Kindle

(Ebook free) Du bon gouvernement des risques: Le droit et la question du risque acceptable

**Par Christine Noiville : Du bon gouvernement des risques: Le droit et la question du risque acceptable** before purchasing it in order to gage whether or not it would be worth my time, and all praised Du bon gouvernement des risques: Le droit et la question du risque acceptable:

Download

Read Online

## Description :

Prsentation de l'diteurLes risques cologiques et sanitaires sont au coeur de nouvelles msententes entre citoyens et institutions. Le risque devient, pour un grand nombre de citoyens, purement et simplement inacceptable. Il devient urgent de dfinir les conditions auxquelles la gestion publique des risques est

acceptable. C'est la légitimité de l'action de l'autorité publique qui est en jeu. Présentation de l'auteur Les risques écologiques et sanitaires sont au cœur de nouvelles tensions entre citoyens et institutions. Le risque devient, pour un grand nombre de citoyens, purement et simplement inacceptable. Il devient urgent de définir les conditions auxquelles la gestion publique des risques est acceptable. C'est la légitimité de l'action de l'autorité publique qui est en jeu. Quatrième de couverture Amiante, vache folle, sang contaminé, OGM : le risque écologique et sanitaire est au cœur de nouvelles tensions entre les citoyens et les institutions. Il n'en faut pas compliquer l'exercice de l'action publique, de conforter la judiciarisation de la société tout en fragilisant la paix sociale et la prénit des activités économiques. De l'idée, souvent déplorée, d'une aversion croissante des individus pour le risque, qui serait devenu purement et simplement inacceptable. Et s'il fallait plutôt voir l'expression d'une légitime exigence, la définition d'un mode efficace et responsable de gouvernement ? Alors que le XXe siècle s'organisait autour d'un contrat stipulant que le risque serait acceptable la condition qu'il soit indemnisable, notre époque paraît ne plus se satisfaire de cette fragile transaction. Il convient désormais de remodeler les institutions, de concevoir les mécanismes de prévention et de prudence, de préciser les procédures et les critères au regard desquels un risque, qui s'avérera peut-être plus tard intolérable, mérite aujourd'hui d'être couru. En somme, il s'agit de définir les conditions auxquelles la gestion publique des risques est acceptable. C'est dire si l'exercice appelle une réflexion du droit sur lui-même, sa fonction, ses techniques. Il invite à concevoir des solutions pragmatiques, qui soient compatibles avec nos engagements supranationaux (issus du droit de l'Union européenne et de l'OMC). Il conduit à redéfinir sans angélisme la part revenant à chacun : individus, entreprises, autorités publiques dans l'exercice de la décision comme dans l'attribution des responsabilités. A travers la question du gouvernement des risques, c'est en définitive la légitimité de l'action de l'autorité publique qui est en jeu.